

Travail, inégalité et autoconsommation au Portugal

Rui Manuel Cerdeira Branco, Regina Soares et Teresa Bago d’Uva*

Le Portugal a été un pays d’émigration mais, depuis le milieu des années 1990, le nombre des immigrants dépasse celui des émigrants. Le produit intérieur brut par tête n’a cessé d’augmenter depuis l’entrée de ce pays dans l’Union européenne même s’il est vrai qu’il en est toujours le membre le plus pauvre en 2000. La proportion des plus de soixante ans encore au travail est la plus haute de l’Europe des 15. Si le taux de chômage est élevé au milieu des années 1990, il diminue ensuite fortement et rejoint les taux européens les plus bas en 2000.

Le Portugal est aussi le pays le plus inégalitaire dans la répartition du revenu. Les agriculteurs et les marins pêcheurs apparaissent comme des catégories socioprofessionnelles plus exposées que les ouvriers à la pauvreté monétaire. Les familles dont le chef travaille dans le secteur économique des services sont plus épargnées par la pauvreté en conditions de vie que les travailleurs de l’agriculture, de la pêche mais aussi du secteur industriel. L’autoconsommation, quand les conditions de l’habitat s’y prêtent, donne plus de flexibilité à la gestion du budget et rend ceux qui y ont accès moins pessimistes en matière de pauvreté subjective.

** Instituto Nacional de Estatística – Portugal. Ont collaboré à cet article Madior Fall, Nicolas Herpin et Daniel Verger (Insee) ainsi que Daniel Santos et Paulo Parente (Ine).*

À l'exception de 1993, le produit intérieur brut (Pib) à prix constant n'a cessé d'augmenter au Portugal entre 1991 et 2000 (cf. tableau 1). Le Pib par tête, corrigé des parités de pouvoir d'achat (en base 1995), vaut 16 000 dollars ppa en 2000, soit une augmentation de plus de 20 % depuis 1991. La progression économique est concomitante du processus d'intégration du pays dans l'Union économique et monétaire (1) européenne et de la prise en compte des critères de convergence (stabilité des prix, convergence des taux d'intérêts, etc.). Une des caractéristiques depuis 1996 est la baisse du taux de chômage qui s'établit à 4 % en 2000 (cf. tableau 2).

Le contexte démographique et socio-économique

La population portugaise est en faible progression depuis 1980. Elle atteint presque

10 millions d'habitants en 2000 (Eurostat, 2003). L'évolution récente a été marquée par le vieillissement de la population. La proportion de jeunes décroît. En 1990, 29,3 % de la population avaient moins de 20 ans contre 18,6 % pour les 60 ans ou plus (Eurostat, 2000). En 1999, ces pourcentages passent respectivement à 23,9 % et 20,5 %.

De 1975 à 1995, le nombre de naissances a baissé de manière continue (Eurostat, 2000). Le taux d'accroissement naturel est passé de 2,8 pour mille en 1985-1989, à 1,1 en 1990-1994 et à 0,6 en 1995-1999. Depuis le début des années 1980, le seuil minimal pour le renouvellement des générations de 2,1 enfants par couple n'est pas atteint (1,4 en 1998).

L'espérance de vie à la naissance continue d'augmenter. Elle est de 76 ans en 2000. De 1990 à 2000, l'accroissement de l'espérance de vie de 1,9 ans est identique pour les hommes et les femmes, bien que l'espérance de vie des femmes soit supérieure de 7 ans à celle des hommes (cf. tableau 3). La mortalité infantile a baissé. En 2000, elle a diminué d'environ 52 % par rapport à 1990.

Le Portugal a été un pays d'émigration. Mais depuis le milieu des années 1990, le nombre d'immigrants dépasse celui des émigrants

Tableau 1
La croissance économique

	Taux de croissance (en %)	Pib en PPA (prix 1995)
1991	4,4	13 286
1992	1,1	13 425
1993	- 2,0	13 127
1994	1,0	13 214
1995	2,9	13 565
1996	3,8	14 054
1997	3,9	14 560
1998	4,5	15 162
1999	3,4	15 602
2000	3,4	16 031

Le produit intérieur brut, exprimé en monnaie nationale, est converti en une unité commune le dollar ppa, tenant compte des taux de change et des différences dans le niveau absolu des prix. Cette conversion permet la comparaison entre les Pib des différents pays.

Source : Comptes nationaux, Ine.

Tableau 2
Taux de chômage par niveau d'éducation

En %

	Ensemble	Sans diplôme	Primaire	Secondaire	Supérieur
1992	4,1	3,2	5,8	6,0	3,2
1993	5,5	4,2	7,4	7,0	4,9
1994	6,8	5,4	8,9	8,6	6,3
1995	7,2	5,4	8,9	9,8	6,8
1996	7,3	5,2	9,0	9,6	7,0
1997	6,7	4,5	9,0	9,0	6,5
1998	5,0	3,6	5,8	6,2	5,2
1999	4,4	3,1	4,8	6,1	4,7
2000	4,0	2,7	4,5	5,6	3,9

Source : enquête Emploi, Ine.

Tableau 3
Espérance de vie et mortalité infantile

	Espérance de vie (années)		Mortalité infantile pour 1 000 naissances
	Homme	Femme	
1990	70,5	77,5	10,9
1991	70,6	77,8	10,8
1992	70,8	78,0	9,2
1993	71,2	78,2	8,6
1994	71,5	78,6	7,9
1995	71,3	78,6	7,4
1996	71,4	78,7	6,9
1997	71,6	78,8	6,4
1998	71,9	79,0	6,0
1999	72,0	79,1	5,6
2000	72,4	79,4	5,5

Source : Ine - Sesp.

(Eurostat, 2000). Le solde migratoire était négatif en 1985-1989 (- 4,5 %) et en 1990-1994 (- 1,3 %). Il est positif entre 1995 et 1999 (+ 1,1 %). Ceci n'est pas seulement dû aux flux d'immigrants venant soit des ex-colonies portugaises en Afrique soit d'Europe de l'Est mais aussi à la baisse du nombre d'émigrants vers les autres pays européens.

À l'intérieur du pays, l'exode rural demeure important. Les communes urbaines du littoral attirent principalement les jeunes à la recherche d'emploi et de meilleures conditions de vie. Une des conséquences en est que la population rurale est relativement plus âgée et moins qualifiée (cf. graphiques I et II).

Environ 86 % de la population vit dans les régions du Norte, du Centro et de Lisbonne et la vallée du Tage. Ces régions représentent respectivement 33,2 %, 35,4 % et 17,2 % de la population. Les autres régions sont beaucoup moins peuplées : 5,2 % pour l'Alentejo, 4,2 % pour l'Algarve, 2,4 % pour les Açores et 2,5 % pour Madeira (Ine, 2001).

En 2000, le taux d'activité était de 51,1 %, avec une différence significative entre les hommes (57,7 %) et les femmes (44,9 %). La structure de l'emploi montre l'importance des activités de service, spécialement dans les zones urbaines (cf. graphique III). Le secteur des services est l'activité la plus importante dans toutes les régions à l'exception du Norte où domine l'activité industrielle (cf. graphique IV). L'agriculture est l'activité la moins importante dans toutes les régions sauf dans l'Alentejo et l'Algarve où elle est en deuxième position.

De 1992 à 2000, la structure de l'emploi par niveau d'éducation n'a pas changé. En 2000, 65 % des personnes ayant un emploi avaient un niveau d'éducation inférieur au secondaire, 14 % avaient ce niveau et 21 % avaient le bac (cf. graphique V).

Le taux de chômage a augmenté de 1992 à 1996 pour tous les niveaux d'éducation (cf. tableau 2). La tendance se retourne à partir de 1997. Il est cependant difficile d'évaluer les évolutions entre 1997 et 1998 à cause du changement de définition. Avant 1998, les personnes âgées de 14 ans ou plus formaient la population active. Cette limite d'âge a été fixée à 15 ans en 1998. Ceci rend difficile la comparaison dans le temps. On peut néanmoins dire qu'entre 1998 et 2000 le taux de chômage a baissé significativement. Entre 1992 et 2000, les taux de chômage

varient parallèlement pour les hommes et les femmes (cf. graphique VI). Les jeunes sont aussi plus touchés par le chômage (cf. graphique VII) Les personnes âgées de moins de 24 ans ont le plus fort taux de chômage, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. À l'intérieur de chaque catégorie d'âge, les femmes sont les plus touchées par le chômage.

Le temps de travail et le budget des ménages d'un pays pauvre

Le niveau de vie du Portugal est le plus faible de l'Europe des 15. Quand il est tenu compte de la taille des ménages et de leur composition (nombre d'adultes et nombre d'enfants par ménage) et pas seulement du nombre des habitants (cf. PIB par tête), le revenu annuel net équivalent moyen, calculé par Eurostat pour 1998, s'élève à 8 529 dollars SPA (2) (Eurostat, 2003). À cette date, il est deux fois inférieur au revenu annuel net par équivalent moyen de la Belgique et deux fois et demi inférieur à celui du Luxembourg, les deux pays où le niveau de vie est le plus élevé dans l'Europe des 15. Le Portugal est pourtant un pays où l'on consacre beaucoup de son temps à travailler. À cet égard, l'âge de la retraite est tout à fait remarquable. Le taux d'emploi des Portugais âgés de 60 à 64 ans (hommes et femmes confondus) qui atteint 45 % n'est dépassé que par celui de la Suède. À partir de 65 ans, le Portugal a le taux d'emploi le plus élevé de l'Europe des 15. Entre 65 et 69 ans, il atteint 27 % et entre 70-74 il est encore de 19 % (Eurostat, 2003). On ne saurait donc s'étonner si l'emprise des loisirs est faible (cf. tableau 4). Le temps physiologique (sommeil, repas, toilette) d'un Portugais ou d'une Portugaise est de 11 h 26 mn par jour moyen (y compris week-end et vacances). Il est intermédiaire entre celui assez haut d'un Français (12 h 2 mn) et celui, plus bas, d'un Polonais (10 h 50 mn). Cette situation s'explique pour l'essentiel par la place des repas dans chacun des trois pays. En France on passe en moyenne 2 h 14 mn à se restaurer ; ce temps tombe à 1 h 54 mn au Portugal et à 1 h 20 mn en Pologne. L'emploi du temps portugais se caractérise principalement par l'importance du temps consacré au travail (3) : 4 h 9 mn au Portugal, contre 3 h 14 mn en Pologne et seulement 2 h 58 mn

2. « SPA » signifie à la fois corrigé de la ppa et compte-tenu des unités de consommation européennes.

3. Ce temps moyen de travail est calculé en tenant compte de toute la population âgée de 15 ans y compris les personnes inactives, les étudiants, etc. mais aussi pour les actifs des jours fériés et des congés.

en France. La contrepartie de ce long temps de travail est constituée par des durées moindres pour les activités domestiques, de loisir et de sociabilité, respectivement 1 h et 1 h 20 mn de moins qu'en Pologne.

La structure moyenne du budget fait aussi ressortir la pauvreté du pays (cf. graphique VIII).

Tableau 4
Une journée moyenne
(temps moyens par activité pour les individus de 15 ans ou plus)

Activités	Temps Heures (h) Minutes (mn)
Temps physiologique	11 h 26 mn
Sommeil	8 h 33 mn
Repas	1 h 54 mn
Toilette, soins	0 h 51 mn
Temps de travail professionnel et de formation	4 h 09 mn
Travail professionnel	3 h 22 mn
Études	0 h 33 mn
Autres (1)	0 h 14 mn
Temps domestique	2 h 59 mn
Temps de loisir et sociabilité	3 h 31 mn
Transports	1 h 30 mn
Trajets domicile-travail	0 h 24 mn
Trajets hors domicile-travail	1 h 06 mn
Autres activités non mentionnées	0 h 17 mn
(1) Comprend principalement le temps de formation continue pour les actifs et les autres formations que professionnelles (apprentissage de la conduite, etc.).	

Source : enquête Emplois du temps, Portugal, 1999.

Tableau 5
Conditions de vie : indicateurs de déprivations

	En % de l'ensemble
Consommation courante : ne pas avoir les moyens financiers pour...	
Maintenir le logement à la bonne température	63,8
Se payer une semaine de vacances hors domicile un fois par an	61,6
Remplacer les meubles hors d'usage	72,6
Acheter des vêtements neufs plutôt que de seconde main	43,2
Manger de la viande ou du poisson tous les deux jours	6,1
Recevoir des parents, amis, pour boire un verre ou pour un repas	20
Confort général du logement : ne pas disposer de...	
Cuisine séparée	1,8
Baignoire ou douche	11,8
WC intérieur	10,4
Eau chaude courante	16,6
Chauffage central ou radiateurs électriques	86,8
Jardin ou terrasse	22,2
Inconvénients du logement	
Logement trop petit	28
Voisins bruyants	26,1
Logement sombre	17,8
Chauffage inefficace	39,6
Fuites dans la toiture	17,9
Besoin d'une rénovation générale	36,5
Fenêtres, sol en mauvais état	28,3
Environnement pollué	20,4
Vandalisme	21,3
Statut du logement	
Ne pas être propriétaire de son logement	33,7

Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Le poids de la nourriture dans le budget moyen d'un ménage portugais (19 %) se situe entre celui généralement observé dans les pays d'Europe du Nord (France, Royaume-Uni, etc.) et celui prévalant dans les pays en transition (Pologne, République tchèque, etc.). Cette part de budget consacrée à la nourriture est à peu de chose près identique dans les pays d'Europe du Sud : environ 20 % (23 % en Espagne). Cette hiérarchie est inversée quand on s'intéresse à la part de budget affectée au logement. Un ménage portugais moyen affecte 27 % de son budget au logement, contre en moyenne 35 à 40 % pour les pays nord-européens, et entre 10 et 15 % pour les pays en transition. En 2000, si on se limite aux 15 pays qui étaient membres de l'Union européenne, ce sont les ménages portugais qui affectent la part la plus faible de leur budget au logement. Cette situation peut être le reflet d'une hausse globale des prix du logement plus atténuée au Portugal que dans le reste de l'Europe ces dernières années, bien qu'au niveau régional, il puisse subsister des différences de prix assez importantes (Eurostat, 2002).

Le logement, ses équipements et son environnement

De la faiblesse des dépenses occasionnées par le logement on ne doit pas inférer que les ménages portugais sont particulièrement mal logés (cf. tableau 5). Sanitaires, eau chaude courante

et cuisine séparée des autres pièces du logement équipent très généralement les foyers. Un ménage sur cinq seulement n'a pas de jardin ou de terrasse. Enfin et surtout, les deux tiers des ménages sont propriétaires de leur logement. Ce bilan a aussi son versant négatif. Plus d'un tiers des personnes interrogées dans le *Panel communautaire des ménages* en 1997 estiment que leur logement aurait besoin d'une rénovation générale. Mais ce qui est surtout critiqué dans les réponses aux questions, c'est le chauffage. Plus de quatre ménages sur cinq ne sont équipés ni de chauffage central ni de radiateurs électriques. Certes le climat n'est pas celui de l'Europe du Nord ou de la Russie. Cependant, 40 % des ménages considèrent comme un inconvénient le fait de ne pas avoir un chauffage efficace. Et près des deux tiers des personnes interrogées disent qu'ils n'ont pas les moyens financiers pour maintenir le logement à la bonne température.

Une contrainte de revenu relativement serrée n'est pas en général une entrave à recevoir des parents ou des amis pour boire un verre ou pour un repas (cf. tableau 5). Un ménage sur cinq seulement invoque à ce propos le manque d'argent. Tout le monde ayant des difficultés d'argent analogues, personne ne se sent tenu de les cacher, que ce soit aux parents, aux amis ou à d'autres connaissances dont l'on se sent proche. L'arbitrage du consommateur n'est en revanche pas favorable aux achats d'habillement, au remplacement de l'ameublement hors d'usage et au départ en vacances. Presque deux ménages sur trois disent ne pas avoir les moyens financiers de se payer une semaine de vacances hors domicile une fois l'an.

Les raisons financières forcent aussi à établir des priorités dans l'équipement du foyer (cf. tableau 6). La télévision couleur est diffusée dans tous les ménages. Une majorité des ménages est équipée de magnétoscope et les

deux tiers, de voiture. En revanche, l'électroménager est relativement sacrifié. À peine une ménagère sur cinq s'est équipée d'un four à micro-onde ou d'un lave-vaisselle.

Une forte dispersion de la distribution des revenus monétaires

Le Portugal est aussi le pays le plus inégalitaire dans la répartition du revenu. En 1998, 45 % du revenu est détenu par le quintile supérieur contre 43 % en Belgique et en Irlande, 42 % en Grèce et, à l'opposé, 33 % au Danemark (Eurostat, 2003). La valeur de l'indice de Gini est de 0,36 pour le Portugal (Dennis et Guio, 2003). Il est le reflet d'une forte inégalité. Les indices des 14 ans pays européens lui sont inférieurs (0,34 pour la Grèce et 0,32 pour le Royaume-Uni), les plus bas étant ceux du Danemark et de la Suède (0,23).

L'estimation de la distribution du revenu par une méthode non paramétrique (4), montre une forte asymétrie de cette distribution. Celle-ci est liée à plusieurs facteurs, tels les caractéristiques des ménages, leur lieu de résidence et leur composition (le nombre d'adultes et d'enfants par ménage). La décomposition de l'inégalité éclaire sur l'importance relative qu'ont certains de ces attributs (cf. tableau 7). La région, le degré d'urbanisation, l'âge du chef de ménage, le statut de son emploi, son niveau d'éducation, sa catégorie socioprofessionnelle et le secteur économique de son emploi ne contribuent pas au même degré à l'inégale distribution du revenu. Bien que l'on observe des différences significatives dans les revenus à l'intérieur des régions (92,28 %), la localisation régionale des ménages (5) ne contribue pas beaucoup à l'inégalité globale (7,7 %). La différence de degrés d'urbanisation entre les aires, comparée aux autres facteurs, explique seulement 9,7 % de l'indice global. L'âge du chef de ménage n'a pas, non plus, un pouvoir explicatif relatif important (2,58 %). Ces résultats paraissent surprenants si on se réfère aux différences de revenu moyen observées entre les groupes d'âge. On s'attendrait à ce que la corrélation qui existe entre l'âge et le revenu apparaisse comme facteur d'inégalité entre les ménages appartenant aux différentes classes d'âge. Le niveau d'éducation est l'un des facteurs prédominants. Il contribue pour 29,72 % dans l'inégalité glo-

Tableau 6
Équipement du foyer en biens durables : indicateurs de déprivations

Équipement non possédé	En % de l'ensemble
Voiture	36,6
Télévision couleur	7,3
Magnétoscope	45
Four à micro ondes	79,4
Lave-vaisselle	79,5
Téléphone	19,1
Résidence secondaire	90,4
Ordinateur domestique	81,8

Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

4. Estimateur de la densité par noyau, Silverman (1976).

5. La région de l'Algarve a la contribution la plus forte et celle de l'Alentejo la plus faible (tableau non publié).

bale. En restreignant cette analyse aux ménages dont la personne de référence est active, le type et le secteur d'activité sont des déterminants importants de l'inégalité totale. Le secteur d'activité explique 16,3 % de l'inégalité globale, la catégorie socioprofessionnelle y contribue pour 39 %.

De la même manière, l'inégalité de revenu a été décomposée selon les sources du revenu : salaires, revenu des indépendants, pensions de retraites, allocations de chômage, autres prestations sociales et revenu des investissements, de l'épargne et des assurances. L'inégalité la plus importante provient de la composante « salaires », responsable d'environ 62 % de l'inégalité globale. Les prestations sociales autres que les pensions (mais y compris les allocations chômage) ont aussi tendance, comme on pouvait s'y attendre, à réduire les inégalités.

Pauvreté monétaire : quels sont les ménages les plus exposés ?

Les mesures standards de la pauvreté monétaire par équivalent adulte sont données par le

tableau 8, avec trois seuils alternatifs de pauvreté : 50 %, 60 % et 70 % du revenu médian. Suivant le seuil retenu le taux de pauvreté (P_0) varie entre 15,2 % à 29,5 %. Toutefois l'intensité de la pauvreté est la même quelque soit le seuil retenu, ceci selon l'indice proposé par Foster, Greer et Thorbecke (1994 ; cf. Verger, 2005, ce numéro). Le seuil de pauvreté monétaire retenu dans la régression logistique (cf. tableau 9) est fixé à 60 % de la médiane du revenu annuel par équivalent adulte, soit 4 660 dollars ppa. Le choix de ce seuil a été fait en tenant compte du niveau du salaire minimum, du revenu minimum garanti et d'autres prestations sociales (à titre indicatif 60 % de la médiane représente 48 % du revenu équivalent moyen).

L'exposition à la pauvreté monétaire est liée à trois types de facteurs classiques qui ne sont pas propres au Portugal (cf. tableau 9). Il s'agit d'abord de l'emploi. Les plus pauvres sont peu ou pas diplômés, sont au chômage ou ont connu récemment des périodes de chômage et subsistent avec des prestations sociales comme ressources économiques principales. L'habitat est une seconde source de vulnérabilité. Les ruraux

Tableau 7
Décomposition de l'inégalité selon les catégories de ménages

En %

	Région	Degrés d'urbanisation	Âge	Occupation	Éducation	Profession	Secteur d'activité
Intra	92,28	90,30	97,42	97,94	70,28	61	83,70
Inter	7,72	9,70	2,58	2,06	29,72	39	16,30

La méthode de décomposition utilisée se base sur les travaux de Forster *et al.* (1984).

Lecture : Les inégalités de revenu à l'intérieur des régions sont significatives (92,28 %) et la localisation régionale des ménages ne contribue pas beaucoup à l'inégalité globale (7,7 %).
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Tableau 8
Mesures de pauvreté : revenu des ménages par équivalent adulte

	Lignes de Pauvreté - Pourcentage du niveau de vie médian		
	50 %	60 %	70 %
P_a			
P_0 - Taux de pauvreté	0,152	0,235	0,295
P_1 - Profondeur de la pauvreté	0,048	0,072	0,099
P_2 - Intensité de la pauvreté	0,026	0,036	0,049

Le taux de pauvreté est le pourcentage des ménages en dessous du seuil de pauvreté. La profondeur de la pauvreté est un indice synthétique qui rend compte de l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté. L'intensité de la pauvreté est un troisième indice synthétique. Il tient compte de la dispersion des revenus des pauvres en pondérant d'autant plus fortement le ménage pauvre qu'il est plus éloigné de la ligne de pauvreté.

Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Tableau 9
L'exposition à la pauvreté monétaire

Variabes	Coefficient	Student
Constante	1,20	2,39
Âge de la personne de référence	- 0,10	- 4,67
Âge de la personne de référence au carré x 1000	0,92	4,92
Sexe de la personne de référence		
<i>Homme</i>	<i>Réf.</i>	
Femme vivant seule		
Femme avec enfant(s) ou/et autre personne	0,97	5,98
Niveau d'éducation de la personne de référence		
Supérieur	- 2,28	- 2,83
Secondaire	- 0,94	- 3,78
<i>Primaire ou sans diplôme</i>	<i>Réf.</i>	
Statut d'emploi de la personne de référence		
A un emploi et n'a jamais connu le chômage ces cinq dernières années	- 0,64	- 3,93
<i>Inactif ; chômeur ; a un emploi mais a connu une période de chômage ces cinq dernières années</i>	<i>Réf.</i>	
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence		
Avocat, autre profession libérale, cadre du public ou du privé, technicien	- 1,99	- 0,30
Employé de bureau	- 3,90	- 3,45
Employé de service et de commerce	- 0,89	- 3,18
Ouvrier qualifié de l'industrie	- 1,25	- 3,41
<i>Ouvrier non qualifié, artisan et commerçant</i>	<i>Réf.</i>	
Agriculteur et marin pêcheur	1,16	5,48
Zone de résidence		
Rural	- 1,31	- 6,76
Semi-urbain	- 0,67	- 4,40
Urbain	<i>Réf.</i>	
Région		
Lisbonne et vallée du Tage	0,62	3,10
Alentejo	0,37	2,32
Centro		
Norte		
Madeira	0,8	4,57
Algarve ; Açores	<i>Réf.</i>	
Type de ménage		
<i>Personne seule</i>	<i>Réf.</i>	
Couple sans enfant	- 0,64	- 4,71
Autre ménage sans enfant	- 0,94	- 4,73
Famille monoparentale	0,74	2,03
Couple avec un enfant		
Couple avec deux enfants	0,52	2,58
Couple avec trois enfants ou plus	2,17	6,05
Autre ménage avec enfant		
Source principale de revenu du ménage		
Salaires	- 1,36	- 5,39
Revenu d'indépendant	- 1,31	- 4,49
Pensions de retraite, allocations chômage	<i>Réf.</i>	
Autres prestations sociales	0,74	3,26
Revenu du patrimoine		
Possession du logement		
Oui	- 0,25	- 2,25
Non	<i>Réf.</i>	
État de santé dans le ménage		
Présence d'un handicapé ou de malade chronique	0,28	2,63
<i>Pas de handicapé ou de malade chronique</i>	<i>Réf.</i>	
Ménage isolé : pas de conversation avec personne extérieure au ménage pendant la semaine		
Oui	0,59	2,49
Non	<i>Réf.</i>	

Les variables suivantes figurent dans la régression, mais les coefficients estimés ne diffèrent pas de celui de la modalité de référence :

- le secteur économique de l'emploi de la personne de référence ;
- l'emploi de la personne de référence est inférieur à celui occupé précédemment ;
- la personne à des capacités professionnelles sous-employées ;
- le ménage dépense moins pour sa consommation parce qu'il consomme des produits de l'exploitation familiale ou tirés du stock pour les commerçants.

Leçon : la statistique de Student donne une mesure de la précision de l'estimation du coefficient : plus sa valeur est élevée, plus l'estimation est précise. Un coefficient sera dit significativement positif (respectivement négatif) au seuil de 5 % si le Student associé dépasse 2. La probabilité que le coefficient soit du signe contraire est alors inférieure à 5 %.

Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

risquent plus que les urbains d'être pauvres selon le revenu. Certaines régions étant moins développées économiquement que d'autres, leurs habitants sont plus pauvres. C'est la situation de la région de Madeira. Enfin la situation démographique a des conséquences sur le risque de pauvreté monétaire. Les couples les plus exposés ont trois enfants ou plus. Sont aussi vulnérables les parents isolés, les ménages à plusieurs personnes dont la chef est une femme et ceux qui comportent une personne handicapée ou invalide. Quand l'âge de la personne de référence est autour de 50 ans, son ménage a la plus faible probabilité d'être pauvre. Autrement dit, le risque de pauvreté monétaire est plus élevé chez les plus jeunes et chez les personnes âgées.

Plus surprenant par comparaison avec les autres pays de l'Europe des 15, les agriculteurs et les marins pêcheurs apparaissent comme des catégories socioprofessionnelles plus exposées que les ouvriers à la pauvreté monétaire. Rappelons ici la définition du revenu qui a été retenue dans le *Panel communautaire des ménages* (cf. encadré 1). Cet agrégat n'inclut pas la valeur marchande de l'autoconsommation de biens et services agricoles mais aussi celle des produits de la pêche qui sont consommés par le ménage du pêcheur. Les autres petits indépendants (artisan, commerçant) apparaissent aussi comme relativement défavorisés quand on les compare aux salariés modestes. On sait que le revenu monétaire est un indicateur de la pauvreté réelle plus imparfait dans les sociétés faiblement monétarisées (cf. Verger, 2005, ce numéro). Sans vouloir faire du Portugal un pays en voie de développement, les personnes vivant dans les régions les plus rurales et les petits ports de pêche les plus isolés peuvent recourir aux échanges gratuits de services et à la rémunération en nature plus fréquemment que dans les villes et les zones industrielles ou tertiaires.

Les ménages pauvres en conditions de vie

La pauvreté en conditions de vie a été établie à partir des items de déprivations contenus dans les tableaux 5 et 6. Sur les 29 variables retenues initialement, neuf n'ont pas respecté le test de fréquence (cf. Verger, 2005, ce numéro) : ne pas avoir les moyens financiers 1) pour maintenir le logement à bonne température, 2) pour se payer une semaine de vacances hors domicile une fois l'an, 3) pour remplacer des meubles hors d'usage, 4) pour acheter des vêtements neufs plutôt que de seconde main ; ne pas disposer 5) de chauffage central ou de radiateurs élec-

triques, 6) de four à micro-onde, 7) de lave-vaisselle, 8) de résidence secondaire et 9) d'ordinateur domestique.

Les valeurs du score en pauvreté de conditions de vie peuvent donc varier entre 0 et 17. De fait, aucun ménage portugais ne cumule les 17 éléments de pauvreté. Pour définir la valeur du score au-delà de laquelle un ménage et ses membres seront considérés comme pauvres, on se réfère à la ligne de pauvreté monétaire. 26,9 % des ménages ont des revenus par équivalent adulte inférieurs à 60 % de la médiane des revenus portugais en 1995. Ce même pourcentage a été utilisé pour définir le seuil de pauvreté en conditions de vie. Ainsi 26,9 % des ménages portugais sont considérés comme pauvres en conditions de vie, ce qui correspond à un score d'au moins 6. Ce seuil donne 25,3 % d'individus pauvres dans le *Panel communautaire des Ménages*.

Le revenu n'ayant pas été introduit parmi les variables dont l'étude cherche à contrôler les effets, on retrouve pour la pauvreté en conditions de vie la plupart des facteurs qui exposent à la pauvreté monétaire (cf. tableau 10). Ainsi le manque de confort du logement et les autres déprivations retenues dans le calcul de cet indice sont plus fréquents parmi les ménages dont la personne de référence est peu ou pas diplômée, au chômage ou ayant connu récemment des périodes de chômage, subsistant grâce à des prestations sociales. L'habitat est aussi une source d'inégalité. Les ruraux risquent davantage d'être pauvres en conditions de vie. La région de Madeira étant moins développée économiquement que les autres régions, ses habitants sont plus pauvres. La situation démographique a aussi des effets sans surprise. Les couples les plus exposés à la pauvreté en conditions de vie ont trois enfants ou plus. Sont aussi vulnérables les parents isolés et les ménages à plusieurs personnes dont le chef est une femme. Les ménages qui comportent une personne handicapée ou invalide sont aussi plus exposés.

L'âge, cependant, n'a pas les mêmes effets que ceux mis en évidence dans le cas de la pauvreté monétaire. Les personnes âgées, qui paraissent plus menacées par la pauvreté monétaire, ne le sont pas par celle en conditions de vie. En revanche, les jeunes ménages sont les plus exposés au manque de confort dans le logement et aux autres déprivations de la vie matérielle. Les jeunes ménages sont donc doublement menacés : par la pauvreté monétaire et par la pauvreté en conditions de vie.

Le secteur d'activité économique, sans incidence pour la pauvreté monétaire, en a une pour la pauvreté en conditions de vie. Les ménages dont la personne de référence travaille dans le secteur économique des services sont plus épargnés par la pauvreté en conditions de vie que les travailleurs des secteurs primaire et secondaire. Il faut sans doute voir là un effet des conditions de travail, effet bien connu des sociologues de la consommation (Herpin, 2004). Le cadre de la vie professionnelle étant plus rude dans le secteur agricole et secteur industriel, la vie domestique et le logement sont aussi moins prioritaires dans les dépenses mais aussi dans les activités de temps libre.

L'exposition des ménages à la pauvreté subjective

À la différence des autres pays dont il est question dans ce dossier, la pauvreté subjective a été mesurée au Portugal à partir d'une seule question (Fall *et al.*, 1997 ; Lollivier et Verger, 1997). Il était demandé aux ménages portugais avec quelle difficulté ils équilibraient leur revenu et leurs dépenses chaque mois. 16,4 % répondent « avec grandes difficultés » et 23,1 % « avec difficultés » (Branco, 2002). Le pourcentage cumulé de ces deux réponses est en cohérence avec la définition des deux précédentes pauvretés puisqu'elle représente une part de ménages pauvres analogue à celle de la pauvreté

Encadré 1

CONCEPTS, DONNÉES ET DÉFINITIONS

Les données utilisées dans cette étude proviennent de la quatrième vague du *Panel communautaire des ménages* (1997) et pour l'analyse de la pauvreté subjective de la seconde vague (1995). Cette enquête est menée annuellement par les pays membres de l'Union européenne avec une méthodologie commune permettant les comparaisons. Ce panel est représentatif d'un point de vue national et régional et vise à fournir une image des conditions socioéconomiques des différents pays.

Les questions portent à la fois sur les ménages et les individus les composant. Elles couvrent différents sujets au travers de variables démographiques, des caractéristiques du logement, de l'éducation, de la santé, de l'emploi et des différentes sources de revenu. La critique qui peut être faite à cette source de données est que les individus les plus pauvres ne sont pas couverts par cette enquête. En effet, le panel ne porte que sur la population vivant dans des ménages, de ce fait se trouve exclue la population vivant dans des institutions et les sans abris. Cette limite ne doit pas être oubliée en analysant les résultats, cependant le panel semble être la meilleure source d'information disponible.

La définition du ménage est basée sur deux critères : le partage d'un logement et le fait d'avoir des habitudes de vie commune.

Il n'y a pas une seule définition pour la *personne de référence* du ménage dans le Panel. Au Portugal, la personne de référence est désignée par le ménage, ce qui ne correspond pas à un choix objectif. Cependant dans cette étude, la personne de référence correspond à la personne qui a la plus grande contribution au budget du ménage (quoique cette définition est aussi arbitraire, mais est acceptable d'un point de vue économique).

Le Panel fournit des informations sur le revenu des individus et des ménages et dans les deux cas des

informations sur les différentes composantes du revenu global. L'année de référence pour le revenu est celle précédant l'année de l'enquête, c'est-à-dire que le revenu de 1996 est collecté dans la vague de 1997 utilisée dans cette étude.

Le concept de revenu utilisé dans le Panel est celui du revenu monétaire net, il ne prend pas en compte le revenu non monétaire provenant de l'autoconsommation de biens et services agricoles et d'indépendants non agricoles, ou de la production domestique. Le revenu net sous-estime le revenu réel des ménages qui ont aussi du revenu non monétaire. Pour une part importante des ménages, cette composante du revenu représente une proportion non négligeable de leur revenu total. Selon l'enquête portugaise *Budget de ménages* réalisée en 2000, le revenu non monétaire représente 15 % du revenu total.

Le revenu total du ménage ne prend pas en compte la composition du ménage. Le revenu par tête du ménage prend seulement en compte la taille mais non les effets d'échelle sur l'utilisation du revenu. Cette étude prend comme unité de compte le revenu du ménage par équivalent adulte. Ainsi on tient compte des différents besoins du ménage en fonction de sa taille et de sa composition et des économies d'échelle découlant du partage des coûts fixes (logement principalement).

Il existe plusieurs approches pour établir une échelle d'équivalence (cf. Coulter, Cowel et Jenkins, 1992, pour une présentation des différentes approches). Le choix de l'échelle d'équivalence n'est pas neutre sur la distribution des revenus monétaires (ou de la consommation), donc sur l'inégalité et les indicateurs de pauvreté. L'échelle d'équivalence utilisée dans cette étude est celle de l'OCDE modifiée qui donne les poids suivants : 1, 0,5 et 0,3 respectivement au premier adulte, à chaque adulte suivant et à chaque enfant âgé de moins de 16 ans.

Tableau 10
L'exposition à la pauvreté en conditions de vie

Variables	Coefficient	Student
Constante	0,64	2,51
Âge de la personne de référence	- 0,02	- 6,47
Âge de la personne de référence au carré x 1000		
Sexe de la personne de référence		
<i>Homme</i>	<i>Réf.</i>	
Femme vivant seule		
Femme avec enfant(s) ou/et autre personne	0,59	5,00
Niveau d'éducation de la personne de référence		
Supérieur	- 1,79	- 2,42
Secondaire	- 1,06	- 4,73
<i>Primaire ou sans diplôme</i>	<i>Réf.</i>	
Statut d'emploi de la personne de référence		
A un emploi et n'a jamais connu le chômage ces cinq dernières années	- 0,44	- 3,61
Inactif ; chômeur ; a un emploi mais a connu une période de chômage ces cinq dernières années	<i>Réf.</i>	
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence		
Avocat, autre profession libérale, cadre du public ou du privé, technicien, employé de bureau	- 1,51	- 5,29
Ouvrier qualifié de l'industrie	- 0,87	- 3,69
Employé de service et de commerce, artisan et commerçant	- 0,43	- 3,17
Ouvrier non qualifié, agriculteur et marin pêcheur	<i>Réf.</i>	
Secteur d'activité de la personne de référence		
Agriculture, industrie	0,31	2,50
<i>Services</i>	<i>Réf.</i>	
Zone de résidence		
Rural	0,27	2,23
<i>Semi-urbain et urbain</i>	<i>Réf.</i>	
Région		
Algarve	- 0,77	- 4,34
Lisbonne et vallée du Tage	- 0,77	- 4,10
Alentejo	- 0,56	- 3,18
Açores	- 0,37	- 2,3
Centro		
Norte ; Madeira	<i>Réf.</i>	
Type de ménage		
<i>Personne seule</i>	<i>Réf.</i>	
Couple de moins de 65 ans sans enfant	- 1,27	- 2,99
Autre ménage sans enfant	- 0,35	- 5,92
Couple avec un enfant	- 0,81	- 4,33
Couple avec deux enfants	- 0,53	- 2,73
Autre ménage avec enfant (y compris parent isolé)		
Source principale de revenu du ménage		
<i>Autres sources de revenu</i>	<i>Réf.</i>	
Revenu du patrimoine	- 2,45	- 2,41
Possession du logement		
Oui	- 1,05	- 10,30
<i>Non</i>	<i>Réf.</i>	
État de santé dans le ménage		
Présence d'un handicapé ou de malade chronique	0,44	4,33
<i>Pas de handicapé ou de malade chronique</i>	<i>Réf.</i>	
Ménage isolé : pas de conversation avec une personne extérieure au ménage pendant la semaine		
Oui	0,73	3,52
<i>Non</i>	<i>Réf.</i>	
Les variables suivantes figurent dans la régression, mais les coefficients estimés ne diffèrent pas de celui de la modalité de référence : - l'emploi de la personne de référence est inférieur à celui occupé précédemment ; - la personne à des capacités professionnelles sous employées ; - le ménage dépense moins pour sa consommation parce qu'il consomme des produits de l'exploitation familiale ou tirés du stock pour les commerçants.		

Lecture : la statistique de Student donne une mesure de la précision de l'estimation du coefficient : plus sa valeur est élevée, plus l'estimation est précise. Un coefficient sera dit significativement positif (respectivement négatif) au seuil de 5 % si le Student associé dépasse 2. La probabilité que le coefficient soit du signe contraire est alors inférieure à 5 %
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

monétaire et à celle de la pauvreté de conditions de vie (6).

Le revenu n'ayant pas été introduit, non plus, parmi les variables dont l'étude cherche à contrôler les effets, on retrouve pour la pauvreté subjective la plupart des facteurs qui exposent les ménages à la pauvreté monétaire ou à la pauvreté en conditions de vie (cf. tableau 11). Les mêmes facteurs économiques, géographiques et démographiques rendent plus difficile la gestion par le ménage de son budget. On notera en particulier le parallélisme du profil socio-démographique des pauvres au sens « subjectif » avec celui des pauvres au sens « monétaire ». Ainsi les jeunes ménages et les ménages de personnes âgées, tous deux plus exposés à la pauvreté monétaire, bouclent plus difficilement aussi leur budget que les ménages dont le chef est d'âge mûr (cf. le signe du coefficient du carré de l'âge de la personne de référence).

Les régressions précédentes font apparaître que les personnes isolées sont davantage exposées à

6. Une autre procédure a été mise en œuvre pour mesurer la pauvreté subjective mais n'a pas abouti (Branco, 2002). Le ménage est interrogé sur le revenu minimum qu'il estime nécessaire pour « joindre les deux bouts ». Il est classé comme pauvre si son revenu réel est inférieur au revenu minimum estimé par lui-même. L'impossibilité d'exploiter plus avant les réponses provient du fait que 92 % des ménages portugais sont pauvres avec cette procédure. Ce résultat ne signifie pas que presque tous les Portugais s'estiment pauvres. Tous, en revanche, ont des aspirations à consommer élevées.

la pauvreté monétaire et à la pauvreté en conditions de vie. De façon inattendue, la pauvreté subjective n'est liée ni positivement ni négativement à l'isolement. Les personnes ayant des difficultés à boucler leur budget ne gardent pas plus de contacts avec leur entourage, alors qu'on aurait pu faire l'hypothèse qu'elles entretiendraient ces liens en comptant obtenir de l'aide si la nécessité s'en faisait sentir. L'hypothèse inverse ne se vérifie pas, non plus. L'isolement, en effet, n'est pas plus fort pour les personnes ayant des difficultés budgétaires, leur entourage les tenant à distance pour ne pas avoir à leur offrir de l'aide.

L'autoconsommation ne se substitue pas au revenu quand celui-ci est faible. Elle n'est pas, non plus, corrélée à la pauvreté en conditions de vie. Pourtant, elle l'est avec la pauvreté subjective et de façon négative. L'accès aux ressources d'un potager, d'un verger ou d'un poulailler, aux produits de la pêche, de la chasse ou de la cueillette est, en effet, une caractéristique de ménages qui parviennent à boucler leur budget de façon relativement facile. L'autoconsommation donne plus de flexibilité à la gestion du budget et apparaît ici comme le recours ultime toujours possible contre les aléas du mauvais sort. Être propriétaire de son logement protège de la pauvreté monétaire, de la pauvreté en conditions de vie mais aussi de la pauvreté subjective. □

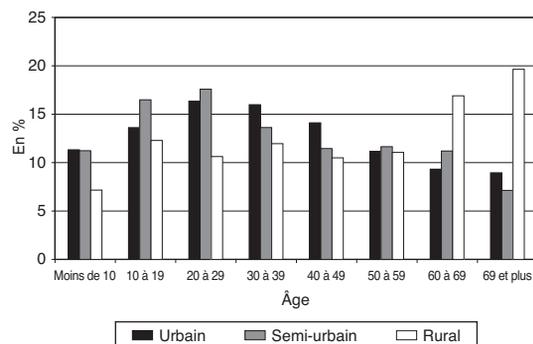
Tableau 11
L'exposition à la pauvreté subjective

Variables	Coefficient	Student
Constante	8,65	24,55
Âge de la personne de référence	- 0,08	- 7,73
Âge de la personne de référence au carré × 1 000	0,64	6,40
Sexe de la personne de référence		
<i>Homme</i>	<i>Réf.</i>	
Femme	0,45	6,85
Niveau d'éducation de la personne de référence		
Supérieur	- 1,80	- 11,30
Secondaire	- 0,87	- 9,83
Primaire ou sans diplôme	<i>Réf.</i>	
Statut d'emploi de la personne de référence		
Actif n'ayant pas été au chômage durant ces cinq dernières années	- 0,40	- 5,06
Actif ayant connu une période de chômage durant les cinq dernières années		
<i>Inactif</i>	<i>Réf.</i>	
Chômeur	0,59	2,37
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence		
Avocat, autre profession libérale, cadre du public ou du privé, technicien	- 0,45	- 3,83
Employé de bureau, employé de service et de commerce	0,20	2,11
Artisan et commerçant	<i>Réf.</i>	
Ouvrier qualifié et non qualifié	0,25	2,33
Agriculteur et marin pêcheur	0,36	3,41
Zone de résidence		
Rural		
Algarve	- 0,57	- 6,16
Madeira	0,39	4,60
Autre région		
Semi-urbain		
Alentejo	0,84	4,21
Algarve	0,68	4,03
Autre région		
<i>Urbain</i>	<i>Réf.</i>	
Type de ménage		
<i>Personne seule</i>	<i>Réf.</i>	
Autre ménage sans enfant	- 0,16	- 3,23
Famille monoparentale		
Couple avec un enfant		
Couple avec deux enfants	0,16	2,46
Couple avec trois enfants ou plus	0,40	4,89
Autre ménage avec enfant	0,13	2,17
Source principale de revenu du ménage		
Salaires		
Revenu d'indépendant	- 0,30	- 3,04
<i>Pensions de retraite, allocations chômage</i>	<i>Réf.</i>	
Autres prestations sociales	0,45	3,17
Revenu du patrimoine	- 0,81	- 3,59
Autoconsommation		
Oui	- 0,32	- 2,05
<i>Non</i>	<i>Réf.</i>	
Possession du logement		
Oui	- 0,551	- 8,928
<i>Non</i>	<i>Réf.</i>	
État de santé dans le ménage		
Présence d'un handicapé ou de malade chronique	0,676	10,641
<i>Pas de handicapé ou de malade chronique</i>	<i>Réf.</i>	
Les variables suivantes figurent dans la régression, mais les coefficients estimés ne diffèrent pas de celui de la modalité de référence :		
- le secteur économique de l'emploi de la personne de référence ;		
- l'emploi de la personne de référence est inférieur à celui occupé précédemment ;		
- la personne à des capacités professionnelles sous employées ;		
- le ménage vit de façon isolée.		

Lecture : la statistique de Student donne une mesure de la précision de l'estimation du coefficient : plus sa valeur est élevée, plus l'estimation est précise. Un coefficient sera dit significativement positif (respectivement négatif) au seuil de 5 % si le Student associé dépasse 2. La probabilité que le coefficient soit du signe contraire est alors inférieure à 5 %.

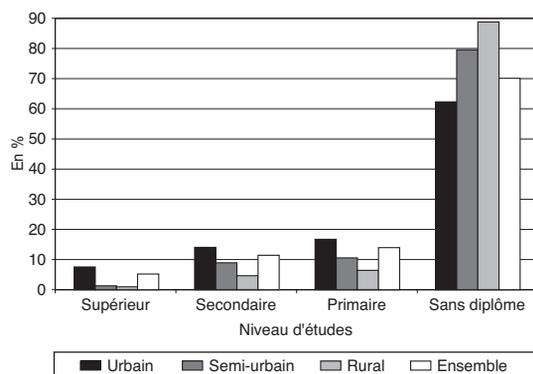
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Graphique I
Population par âge



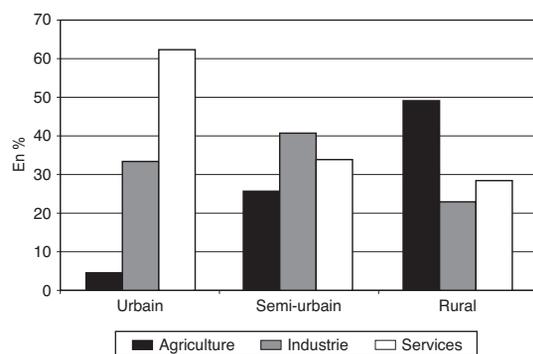
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Graphique II
Niveau d'études



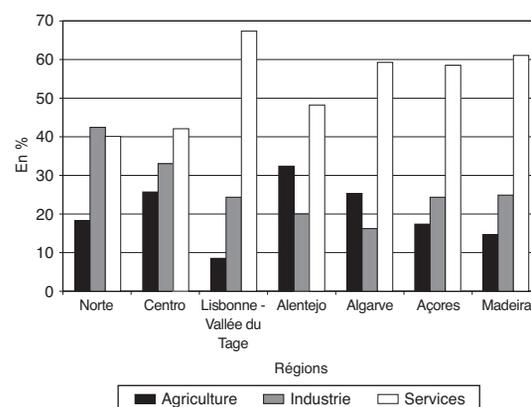
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Graphique III
Structure de l'emploi au travers de l'activité principale



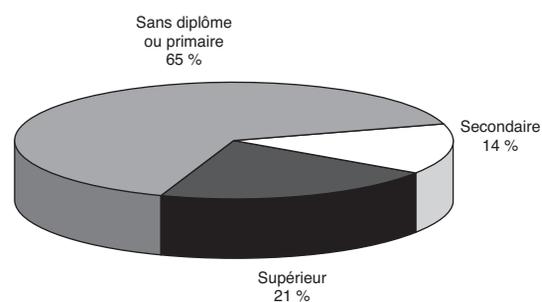
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Graphique IV
Structure de l'emploi au travers de l'activité principale par NUTS II



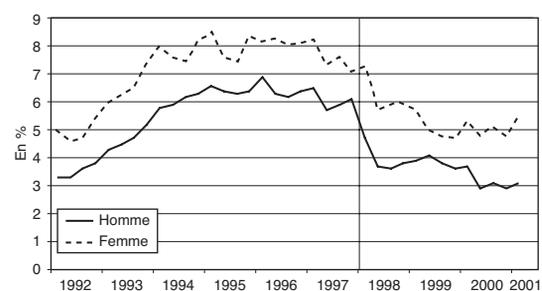
Source : Panel communautaire des ménages, 1997.

Graphique V
Population active par niveau d'études en 2000



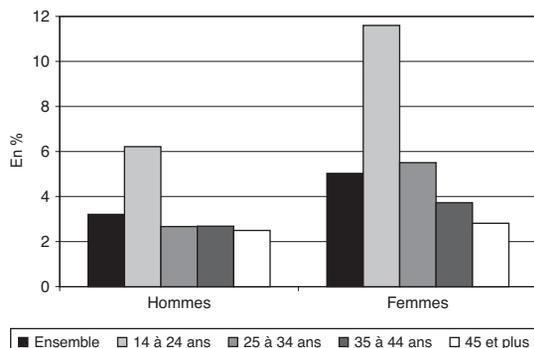
Source : enquête Emploi.

Graphique VI
Taux de chômage par sexe



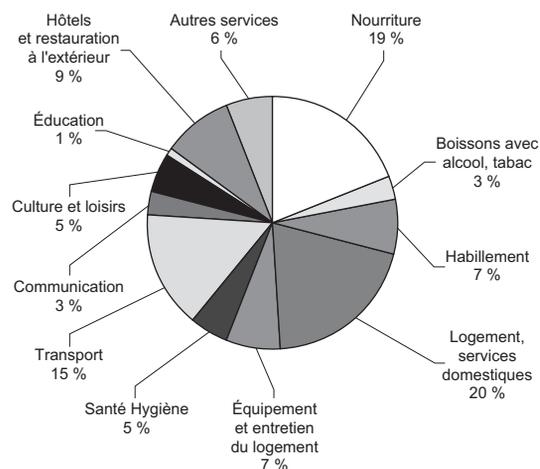
Lecture : la ligne verticale indique la date où il y a eu un changement de la définition du taux de chômage.
Source : enquête Emploi.

Graphique VII
Taux de chômage par sexe et âge



Source : enquête Emploi, 2000.

Graphique VIII
Structure des dépenses



BIBLIOGRAPHIE

Branco R. (2002), *Non-monetary Poverty Measures*, Instituto Nacional de Estadística.

Coulter, Clower et Jenkins (1992), « Equivalence Scales Relativities and the Extent of Inequality and Poverty », *Economic Journal*, 102, pp. 067-1082.

Eurostat (2000), *Statistiques sociales européennes*, Démographie, Tableaux détaillés, Commission européenne.

Eurostat (2002), *La situation sociale dans l'Union européenne*, Commission européenne.

Eurostat (2003), *La situation sociale dans l'Union européenne*, Commission européenne.

Dennis I. et Guio A.C. (2003), « Pauvreté et exclusion sociale dans l'UE après Laeken », *Statistiques en bref*, Eurostat.

Fall M., Horecký M. et Roháčová E. (1997), « La pauvreté en Slovaquie et en France : quelques éléments de comparaison », *Économie et Statistique*, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, pp. 241-259.

Foster J., Greer J. et Thorbecke E. (1984), « A Class of Poverty Decomposable Poverty Measure », *Econometrica*, vol. 52, n° 3, pp. 761-765.

Herpin N. (2004), *La sociologie de la consommation*, Collection Repères, La Découverte, n° 319.

Ine (2001), Données provisoires du recensement de la population.

Lollivier S. et Verger D. (1997), « Pauvreté d'existence, monétaire ou subjective sont distinctes », *Économie et Statistique*, numéro spécial *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, n° 308-309-310, pp. 113-141.

Verger D. (2005), « Bas revenus, consommation restreinte ou faible bien-être : les approches statistiques de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales », *Économie et Statistique*, n° 383-384-385, ce numéro.

Silverman B.W. (1986), « Density Estimation for Statistics and Data Analysis », *Chapman et Hall* (eds.).